



COMMUNIQUE DE PRESSE

Soutien à la mobilisation du 10 septembre et aux suites : non à la répression policière, oui à une sécurité démocratique

Le 10 septembre, la journée nationale « **Bloquons tout** » a rassemblé des centaines de milliers de personnes contre le **déni de démocratie depuis 2024**, face au **mépris de Macron et de ses alliés**, et à la nomination de **Lecornu, droitier, traditionaliste et soutien à la « Manif pour Tous »**, comme Premier ministre. À Montpellier, plus de **10 000 manifestant-es** ont défilé dans une ambiance **festive, joyeuse et déterminée pour dire non aux injustices sociales, non à la destruction de nos droits et de la planète**.

Mais la réponse des autorités a été la répression. **Bruno Retailleau**, président des Républicains et ministre de l'Intérieur d'un gouvernement démissionné, avait donné le ton en appelant à une démonstration de force. Matraquages, gazages, charges et usage disproportionné du canon à eau ont marqué la journée. Sur la **Place de la Comédie**, un manifestant a même été **grièvement blessé à la tête**, violemment projeté au sol par un tir du canon à eau. Dans le quartier Près d'Arènes, un de nos militants a reçu des coups de matraque alors qu'il participait à une action non violente de blocage filtrant.

Fait hallucinant : la police municipale de Montpellier a participé, forcément avec l'accord du Maire, Michael Delafosse, à cet « orchestre répressif », comme en attestent des images largement diffusées, Or, la police municipale, n'a pas vocation à jouer ce rôle. Sa participation directe au maintien de l'ordre constitue un dangereux glissement de mission, contraire à l'esprit même de ce que doit être une police de proximité.

Nous rappelons qu'aucun projet de transformation sociale ne peut prospérer si l'espace public est confisqué par la peur et la répression. La sécurité ne doit pas être confondue avec le sécuritaire. Elle ne peut être construite sur les blessures, les intimidations et la violence institutionnelle. Elle doit au contraire reposer sur la prévention, le dialogue, l'éducation, la médiation et le respect des droits.

Nous exigeons :

- toute la lumière sur les violences du 10 septembre à Montpellier ;
- l'arrêt immédiat de l'implication de la police municipale dans le maintien de l'ordre ;
- une redéfinition démocratique de ses missions, au service des habitant·es.

Nous appelons à **poursuivre la mobilisation, notamment le 18 septembre**, aux côtés des forces syndicales, dans les rues, les quartiers, les entreprises et les universités, pour **la justice sociale, la démocratie et les droits fondamentaux**.



GÉNÉRATION·S
le mouvement

LES ÉCOLOGISTES
EUROPE ÉCOLOGIE LES VERTS

L'APRÈS